

1°) Le PCS, en premier lieu :

- désigner un chef de projet et constituer un comité de pilotage
- Audit et état des lieux de l'existant

Puis :

- Bâtir un plan d'action pour déterminer le contenu du PCS adapté (je présume qu'il en existe déjà un)
- mise en oeuvre du projet préconisé par le comité de pilotage
- recruter si besoin des spécialistes sécurité « Seveso »
- communication descendante vers la population du nouveau PCS (site web, tract, magazine municipale, réunion publique), de son contenu et démonstration
- test grandeur nature du PCS auprès de la population une fois l'information, formation prodiguée
- constitution d'un comité permanent de suivi avec des élus, des associations environnementales, le Capui ....

2°) En matière de budget, l'audit et l'état des lieux déterminera ce qui existe et on peut penser que l'enveloppe budgétaire sera revue à la hausse puisque à vrai dire, personne dans la commune n'a connaissance de l'existence d'un PCS ni ne connaît la conduite à tenir en cas d'alerte. Donc le budget nécessaire sera alloué.

3°) A propos de la mise en oeuvre, il ne peut être question de retarder les études de l'existant. De ce fait, dès le 1er mai le comité de pilotage doit être constitué et le chef de projet nommé.

4°) en attendant la prise d'effet du PCS, une information sera faite auprès de la population détaillant notamment la reprise des mesures préconisées par le PPI dans sa brochure disponible en mairie.

5°) Le SIAPP

Le manque de transparence semble bien caractériser cet organisme pourtant « organisme public » il est donc plus que temps qu'il agisse vis à vis des élus locaux et des résidents des 8 communes concernées en toute transparence, qu'il instaure des points d'étapes réguliers avec les élus des 8 communes, des briefings mensuels sur les opérations en cours, sur les « soucis » techniques survenus. Charge ensuite aux équipes municipales de faire la communication et l'information nécessaire auprès de leur population.

Quant aux risques décrits dans le PPI, il est clair qu'ils ne sont pas rassurants et par conséquent le SIAPP doit éviter un maximum la réalisation de ces risques en employant toutes les mesures de précautions et d'attention, de sécurité possibles pour que rien n'advienne.

Dans tous les cas, si cela advient, le confinement des personnes des 8 communes semble être la solution adéquate.

En ce qui concerne la gouvernance du SIAPP, il est parfaitement obligatoire que les maires des 8 communes concernées ou leurs représentants intègrent le CA et de plus, dans les structures ou comités techniques du SIAPP là encore chaque commune doit pouvoir obtenir un siège réservé à un technicien « Seveso » que chaque ville désignera.

Bien cordialement

Jean-François Dupland  
Herblay écologique et solidaire